

Les Alpes, laboratoire climatique



Le recul des glaciers est l'une des conséquences du changement climatique dans les Alpes. © Michael Gams, CIPRA International

En l'absence de mesures de lutte contre le changement climatique, les températures moyennes augmenteront de 4,5 °C dans les Alpes d'ici 2050. Alors que de nouvelles initiatives offrent une lueur d'espoir, le dernier rapport des Nations Unies sur le climat relance le débat.

Que se passera-t-il lorsque la température de la planète aura augmenté de 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle ? Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) étudie cette question dans son dernier rapport. Dans les Alpes, les températures ont déjà augmenté de 2°C. Reto Knutti, professeur à l'Institut de l'atmosphère et du climat de l'ETH Zurich, co-auteur de deux rapports du GIEC, le confirme : « Dans les derniers scénarios pour la Suisse, nous nous basons sur l'hypothèse d'un réchauffement de 2,5 à 4,5°C d'ici les années 2050. Cela va entraîner bien sûr de profonds bouleversements. » Les effets seront multiples. 90 % des glaciers alpins vont disparaître, avec des conséquences considérables pour les cours d'eau qu'ils alimentent. Une pénurie d'eau potable est peu probable, mais « si l'évolution actuelle des températures et du niveau des précipitations estivales se poursuit, ce que confirment les scénarios, nous ne pourrions plus être en mesure de tout irriguer. » Les stations de ski de basse altitude sont elles aussi menacées : « Ce qu'il faut dire tout simplement aujourd'hui, c'est que les stations situées en dessous de 1 500 mètres ne seront plus viables à long terme ». Les éboulements et glissements de terrain pourraient également se multiplier en raison du dégel du pergélisol.

Des initiatives pour la protection du climat

L'un des signes les plus évidents du changement climatique est la fonte des glaciers. L'Initiative pour les glaciers a été créée en Suisse à l'été 2018. Elle recueille des déclarations de soutien à une initiative populaire qui vise à inscrire dans la Constitution fédérale les objectifs de l'Accord sur le climat signé à Paris en 2015, en particulier la suppression progressive des énergies fossiles d'ici 2050. La liste de soutien regroupe des signataires issus d'horizons très différents qui ne font pas forcément partie de la scène environnementale classique. L'ingénieur informaticien Daniel Germann de Rickenbach bei Wil est l'un d'entre eux : « Le réchauffement climatique est le plus grand problème de l'humanité. La solution est claire et simple : nous devons arrêter de brûler du carbone. » Il regrette que la politique fasse passer l'économie avant l'homme et la nature, et qu'elle ne soit pas capable de prendre elle-même cette décision. « Il y a urgence : cette initiative pour les glaciers est plus que jamais nécessaire. »

Pendant ce temps, l'éluée régionale autrichienne Helga Krismer recueille des signatures pour l'organisation d'un référendum sur le climat. Le Comité consultatif sur le climat alpin mis en place par la Convention alpine élabore quant à lui des propositions pour un système d'objectifs commun à tous les pays alpins. Lors d'une conférence commune, les 7 et 8 novembre 2018 à Innsbruck, les réseaux « Alliance dans les Alpes », « Ville des Alpes de l'Année » et CIPRA International discuteront leurs visions sur le climat. L'événement marquera le lancement du « Partenariat alpin pour l'action climatique locale ».

Sources et informations complémentaires :

www.de-ipcc.de/256.php (de), <http://www.alpconv.org/fr/organization/groups/alpineclimateboard/default.html>, www.protection-climat.ch, www.klimavolksbegehren.at (de), www.iac.ethz.ch/people/knutti (en)

Point de vue: La litanie de l'économie



Reinhard Gschöpf, directeur de CIPRA Autriche. © Martin Walser

Les pierres angulaires de l'État de droit menacent aujourd'hui de s'effondrer dans le cadre des discussions actuelles sur le rôle de l'économie. Reinhard Gschöpf, directeur général de CIPRA Autriche, met en garde contre l'édulcoration de normes environnementales et d'objectifs climatiques acquis de haute lutte.

Après plusieurs années marquées par le néolibéralisme, le fait économique est devenu l'argument suprême. L'art de la politique, à savoir concilier les intérêts, disparaît, et les appels à s'engager sur la voie d'un développement soutenable prônant un équilibre entre l'environnement, la société et l'économie ne sont plus entendus. L'économie, cette « divinité de substitution » du 21^e siècle, est soutenue par tous les moyens : un tir d'artillerie assourdissant qui porte ses fruits.

Qu'il s'agisse d'infrastructures de transport, d'investissements énergétiques ou d'aménagements touristiques, la raison d'être des projets n'est pratiquement plus remise en cause, et la question de leur coût écologique n'est plus posée. Les procédures de l'État de droit sont présentées comme des boulets inutiles. Bien sûr, certaines procédures se prolongent aujourd'hui pendant des années, mais la plupart du temps parce que les dossiers sont incomplets. Des tirs d'artillerie lourde sont déployés : une loi sur le développement économique, l'économie élevée au rang « d'objectif prioritaire de l'État », la mise en place au niveau régional « d'avocats de l'économie », organes de contrôle habilités à agir en justice, un comité consultatif pour le développement économique, une liste de projets ultra-importants et des autorisations automatiques même lorsque la procédure n'est pas terminée. Ces mesures sont contraires aux droits fondamentaux et au droit européen, mais les responsables n'en ont cure : d'ici à ce que les recours soient jugés en dernière instance, le pays aura été mis de longue date devant le fait accompli. Telle est la logique de la législation explosive mise en place par le gouvernement fédéral sur l'économie autrichienne.

D'autres actions radicales menacent, par exemple lorsque la ministre de l'Environnement Elisabeth Köstinger promet des « mesures rapides » dans le cadre de la nouvelle loi sur le développement économique, afin de permettre à un projet de centrale bloqué depuis des années au Tyrol d'utiliser la quasi-totalité des torrents glaciaires préservés d'une zone de tranquillité. Et lorsqu'on constate qu'en Allemagne, le Plan alpin bavarois est affaibli pendant la campagne électorale après 40 ans de bons et loyaux services, ou qu'une discussion s'engage en Suisse sur une révision de la loi sur la protection de la nature et du paysage destinée à permettre de contourner le statut de protection nationale de certains paysages et zones naturelles, force est de constater que les dernières vannes menacent de s'ouvrir dans tout l'Arc alpin.

Un programme aussi partial n'a pas sa place dans une région aussi sensible que les Alpes. Cette conviction a trouvé son expression dans la Convention alpine. Nous n'avons pas besoin aujourd'hui de revenir à un état antérieur à la Convention alpine pour répondre à l'appât du gain. Ce dont nous avons besoin, c'est d'encore plus d'espaces libres préservés, de participation, de culture du vivre-ensemble et de courage pour nous engager sur la voie de la sobriété.



Les cerveaux bouillonnent et les idées fusent. Dans le cadre du projet « Living Labs », des jeunes, des responsables politiques et des ONG expérimentent ensemble de nouvelles approches.

Démarche participative souhaitée : lors de l'événement de lancement du projet « Living Labs » à Bled/SI, les participant-e-s ont choisi de travailler sur la thématique du « Paysage ». © CIPRA International

Rassemblez des jeunes et des moins jeunes, ajoutez une pincée de géographie et de psychologie, mélangez la langue italienne à la culture autrichienne, et vous aurez réuni les ingrédients nécessaires pour expérimenter l'innovation sociale. Le projet « Living Labs » mené par CIPRA International et des représentations nationales de la CIPRA rassemble des personnes d'âges et de pays différents issus de l'Arc alpin. Dans une démarche de co-création portée par de jeunes talents, des ONG environnementales, des responsables politiques et la société civile, de nouvelles idées émergent sur les thématiques telles que « Tourisme et qualité de vie » ou « Paysage ».

Qu'est-ce qui rend les zones rurales attrayantes pour les jeunes ? Quels changements souhaitons-nous pour notre région alpine ? Les jeunes participants français du projet « Living Labs » ont tenté de répondre à ces questions. Dans le cadre d'un voyage d'étude organisé par CIPRA France et « Alliance dans les Alpes » en septembre 2018, ils se sont rendus dans la commune de Guillestre/F, ont continué à pied jusqu'à Ostana/I et ont visité l'Institut MonViso, un centre scientifique dédié au développement durable implanté en pleine nature. En Bavière/D, le Forum des jeunes de CIPRA Allemagne a invité fin octobre d'autres jeunes à découvrir la rivière Isar. Lors d'une excursion de deux jours avec des experts locaux, les participants ont abordé des sujets tels que l'écologie fluviale, le tourisme et l'énergie hydraulique.

Le projet « Living Labs » est fondé sur la conviction qu'une participation plus forte des jeunes permet de mettre en œuvre des idées neuves, d'engager de nouvelles actions et de rendre les régions alpines plus attrayantes pour les générations futures. C'est également la démarche du projet Interreg « GaYA », qui se penchera le 30 novembre à Chambéry/F sur la participation des jeunes et la gouvernance dans le cadre d'un événement intitulé « Des idées fraîches pour les Alpes ! ». Inscriptions à la conférence : www.alpine-space.eu/projects/gaya/fr/conference.

Sources :

www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/living-labs, <https://adrets-asso.fr/?LeProjetMcdrALAdretsCEstPartiPour3A>, www.cipra.org/de/cipra/deutschland/junges-forum/isarexkursion (de)

Logistique : dialoguer au lieu de pointer du doigt



Le succès passe par la coopération : à Altdorf/CH, des représentants du secteur logistique, des responsables politiques et des ONG ont discuté du transport de marchandises soutenable dans les Alpes. CIPRA International était l'un des organisateurs de ce dialogue logistique.

Le dialogue logistique a réuni différents acteurs et actrices dans des « laboratoires d'idées ». © Philipp Rohrer, Initiative des Alpes

Altdorf n'est qu'à quelques kilomètres du tunnel de base du Saint-Gothard, le plus long tunnel ferroviaire du monde. Des acteurs du secteur logistique, des responsables politiques et des ONG s'y sont donné rendez-vous les 17 et 18 octobre 2018 pour engager le dialogue. Tous partagent le même objectif : trouver des solutions soutenables et efficaces pour le transport de marchandises dans l'espace alpin.

Le défi est de taille : d'ici la fin 2018, 2,5 millions de camions auront emprunté cette année l'itinéraire austro-italien du Brenner, tendance à la hausse. La vice-gouverneure du Tyrol, Ingrid Felipe, veut mettre un frein à cette évolution : « Le report modal ne signifie pas passer d'un col alpin à l'autre, mais transférer les marchandises de la route au rail ». Il ne suffit pas non plus de se contenter de décarboner les transports. Pour trouver une solution, on a

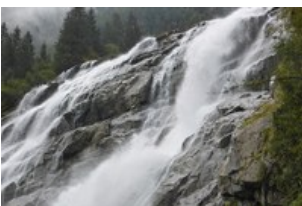
besoin de lois, de contrôles et d'une meilleure coopération avec les régions et pays voisins dans les Alpes.

Jon Pult, président de l'organisation suisse « Initiative des Alpes », a approuvé les propos de la ministre tyrolienne : « Le transport de marchandises est de fait international. Son transport à travers les Alpes ne peut être durable pour la population et l'environnement que si nous coordonnons nos efforts à l'échelle internationale ». Herbert Ruile du centre d'innovation suisse detranz a souligné la nécessité d'introduire dans la société l'idée de l'efficacité des transports de marchandises. Les approches ont été approfondies et les actions possibles évaluées dans le cadre de « laboratoires d'idées ». La conférence était organisée par le projet Interreg AlpInnoCT, dont CIPRA International est partenaire, le centre d'innovation detranz et le point de coordination d'iMONITRAF!

Sources et informations complémentaires :

http://www.alpeninitiative.ch/initiative-des-alpes/presse/communiqués_de_presse/2018/181016_alpinnoct.html, www.cipra.org/de/veranstaltungen/logistik-dialog (de), www.luzernerzeitung.ch/zentralschweiz/uri/zukunft-des-alpen-gutertransport-thematisiert-ld.1062608 (de)

Les services rendus par la nature



Le projet International AlpES renforce le rôle des écosystèmes et des services qu'ils rendent aux populations des Alpes. L'équipe du projet présentera ses résultats les 21 et 22 novembre 2018 à Innsbruck/A.

L'alimentation en eau potable est l'un des principaux services écosystémiques rendus par les Alpes. © Ulrike Tappeiner

Les services écosystémiques jouent un rôle essentiel pour la qualité de vie des populations alpines. Ils peuvent prendre la forme d'une source qui fournit de l'eau potable, d'arbres qui créent un microclimat agréable dans les villes, ou tout simplement d'un beau paysage qui invite à rêver. Le projet AlpES (Alpine Ecosystem Services) financé par l'Union européenne vise à renforcer le rôle et la valeur des services écosystémiques dans la gouvernance environnementale régionale et internationale. Dix institutions partenaires de six pays alpins ont recensé et mutualisé pendant trois ans les services rendus par les écosystèmes. L'un des objectifs du projet était la réalisation d'une carte WebGIS interactive accessible à tous les acteurs, destinée à visualiser les services écosystémiques dans les Alpes. Les données recueillies dans les régions tests ont été intégrées dans le système.

Les utilisateurs de la carte WebGIS peuvent choisir parmi huit indicateurs de services écosystémiques. La carte montre également où des mesures doivent être prises, par exemple lorsque les territoires n'ont pas assez de forêts de protection ou qu'ils consomment trop d'eau. Ces constats constituent une base solide pour les décisions politiques et économiques. Markus Reiterer, Secrétaire général de la Convention alpine, ouvrira la conférence AlpES le 21 novembre 2018 à Innsbruck.

Un patrimoine culturel à savourer



Des spécialités alpines visent l'inscription au patrimoine immatériel de l'humanité. © Caroline Begle, CIPRA International

Un projet transfrontalier relie le plaisir culinaire et le patrimoine culturel des Alpes.

Le fromage, le lard et le pain sont des aliments de base des régions alpines. Les ingrédients nécessaires pour les fabriquer sont produits dans les Alpes. Directement liés à l'agriculture alpine, ils font partie intégrante des cycles écologiques, des filières locales et du paysage culturel alpin. Ces produits sont issus de techniques de production et de transformation uniques en leur genre, synonymes d'artisanat, de savoir-faire et de tradition.

Avec le projet Interreg Espace alpin « AlpFoodway », 14 partenaires de six pays alpins veulent donner une nouvelle visibilité au patrimoine alimentaire des Alpes, le valoriser et en faire un moteur du développement soutenable dans les régions de montagne. Pour eux, ce patrimoine est un moyen de renforcer l'identité locale, de créer des emplois et de dynamiser les territoires de montagne.

Promouvoir les particularités locales

Afin d'exploiter ce potentiel, le projet se consacre à la valorisation, à la commercialisation et à la création de labels durables pour le patrimoine alimentaire alpin. Andrea Hemetsberger, directrice de l'Institut de gestion stratégique, marketing et tourisme de l'université d'Innsbruck, suit les évolutions en Autriche. L'un des objectifs à long terme du projet est la reconnaissance internationale de la culture alimentaire alpine au titre du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Mais au-delà de ce label international, il est tout aussi important de développer des stratégies de valorisation des particularités locales : « Toute tentative de commercialiser le patrimoine culture alimentaire alpin en tant que produit de masse est vouée à l'échec. Ce qui fait l'intérêt de ces produits est leur aspect local, leur spécificité. »

La démarche s'inspire de labels existants qui favorisent la promotion des produits au niveau suprarégional et local. Ces labels contribuent à sauvegarder et à développer des traditions et des pratiques séculaires telles que la production laitière alpine ou la cuisson du pain à l'ancienne. Des initiatives telles que « Osttiroler Frühstück »/A, le festival transnational « Lo Pan Ner » qui célèbre le pain noir ou le « consortium pour la conservation du Bitto Storico », un fromage de montagne de Lombardie/I, permettent de commercialiser les produits locaux sans perdre le contact avec les producteurs, les sites de production et les populations.

Sources et informations complémentaires :

www.alpine-space.eu/projects/alpfoodway/en/home (en), <https://www.alpfoodway.eu/home/french>, www.uibk.ac.at/smt/marketing/research/projekte (en), www.alpine-space.eu/project-news-details/en/4924 (en), www.lopanner.com/vda (it), www.formaggiobitto.com (en, it), www.osttirol.com/osttirol-erleben/osttirol-das-ganze-jahr/kulinarik/osttiroler-fruehstueck.html (de, en, it), www.biovomberg.at/produkt/tiroler-kraft-bio-bier (de)

Les sports d'hiver à tout prix



Des canons à neige sur des sommets en herbe et des compétitions de ski de fond au cœur de la ville. © Markus Jaschke, flickr

Une piste de ski de fond artificielle au centre de Vaduz/LI, la pratique du ski alpin par des températures de 20°C à Kitzbühel/A : la saison des canons à neige est ouverte dans les Alpes.

9 500 m³ de neige seront produits par des enneigeurs, transportés dans la vallée à l'aide de 360 va-et-vient de camions et répartis dans le centre de Vaduz/LI. Le Liechtenstein s'est porté candidat pour accueillir deux étapes de la compétition internationale de ski de fond « Tour de ski » – enneigement garanti à la clé. Le gouvernement, la Fédération de ski et le secteur touristique misent à fond sur l'éclat et les promesses des grands événements sportifs internationaux. La complexité du transport de la neige dans la vallée et l'énorme consommation d'eau ne jouent qu'un rôle accessoire.

Monika Gstöhl, directrice de la Société liechtensteinoise pour la protection de l'environnement (LGU) et de CIPRA Liechtenstein, en est convaincue : « Plus nous misons sur les sports d'hiver tributaires de la neige à une époque où l'enneigement est bien loin d'être garanti dans notre région, plus nous allons polluer notre environnement et moins

les stratégies déployées seront soutenables. » La neige utilisée pour la compétition devra par ailleurs être retraitée après la course, car elle sera contaminée par les produits fluorés toxiques utilisés pour le fartage des skis de fond. Ces projets suscitent également des réactions négatives dans la population, qui est appelée à s'exprimer devant les urnes le 25 novembre 2018.

Le Liechtenstein n'est pas la seule région alpine à miser sur l'hiver en conserve. « Snowfarming », « snowmax », « snow factory » sont aujourd'hui les maîtres mots pour décrire la conservation de la neige de l'année précédente et la production de neige artificielle à l'aide de produits chimiques ou d'équipements techniques. A Lenzerheide/CH, les canons à neige sont en service depuis trois semaines et à Kitzbühel/A, la saison de ski a démarré le 13 octobre par des températures estivales de 20°C et sur une piste entourée d'herbe. Au lieu de proposer des solutions alternatives, de nombreuses stations de ski préfèrent produire de la neige aux dépens de l'environnement. Dans sa position « Solstice dans le tourisme hivernal », la CIPRA appelle à respecter la limitation des ressources et à promouvoir des approches innovantes.

Sources :

<https://lgu.li/publikationen/stellungnahmen-1/zwei-langlauf-weltcup-rennen-im-vaduzer-staedtle> (de), www.vaterland.li/liechtenstein/sport/tour-de-ski-in-liechtenstein;art174,341521 (de), www.suedostschweiz.ch/wirtschaft/2018-10-05/biathlon-arena-lenzerheide-produziert-bereits-schnee (de), www.tt.com/wirtschaft/standorttirol/14903519/kitzbuehel-startet-mit-schneeband-in-saison-gruene-fassungslas (de), www.tt.com/politik/landespolitik/14861732/noch-heuer-gesetz-verbot-von-zusaetzen-in-kunstschnee (de)

Des félins à protéger

Ils sont si rares que pratiquement personne ne les a aperçus. Et pourtant, les lynx sont de retour dans plusieurs régions alpines. Leur existence dépend de la mobilisation de nombreuses personnes et institutions.



Cliché pris par un piège photographique en septembre 2018 : les lynx reviennent lentement dans les Alpes. © lifelynx.eu

Ce petit félin aux oreilles en pinceaux a été déclaré éteint dans les Alpes vers 1900, pour les mêmes raisons que le loup et l'ours : réduction des habitats, recul du nombre de proies et persécution par l'homme. Depuis les années 1970, des tentatives ont été faites pour réintroduire le lynx. La Suisse a commencé avec 14 individus, l'Autriche avec neuf, l'Italie avec deux et la Slovénie avec six. Aujourd'hui, entre 120 et 180 lynx vivent dans les Alpes, la plupart dans le nord-ouest et le sud-est de l'Arc alpin. La présence d'un lynx a tout récemment été confirmée par un piège photographique dans les Alpes slovènes.

Aujourd'hui, les projets locaux sont renforcés par des initiatives à l'échelle alpine, telles que la plate-forme « Grands carnivores, ongulés sauvages et société » (WISO) de la Convention alpine, le réseau SCALP (Status and Conservation of the Alpine Lynx Population) et le projet européen LIFE Lynx. Le Slovène Rok Černe est chargé de projet chez LIFE Lynx, et membre de WISO et de SCALP : « Pour maîtriser les nombreux défis, nous devons unir nos forces. Il est important de savoir où sont les lynx, de connaître leur état de santé et de favoriser les échanges génétiques entre les populations. » La consanguinité est l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur le lynx, le renouvellement de la diversité génétique étant entravé par la fragmentation des habitats.

renouvellement de la diversité génétique étant entravé par la fragmentation des habitats.

Une forêt plus saine

Les défenseurs du lynx consacrent également une grande partie de leur énergie à la communication. Comme l'explique Rok Černe, un travail de sensibilisation et d'information doit être réalisé auprès des chasseurs : « Certains chasseurs considèrent le lynx comme un concurrent direct ». La présence d'un lynx change les conditions de vie de la faune sauvage. Les proies potentielles s'adaptent, réapprennent à mieux se cacher et changent plus fréquemment de sites de nourriture et de repos. Pour les chasseurs, le gibier devient plus difficile à repérer et à tirer. Mais le fait que le gibier soit désormais plus actif ne peut être une raison de priver le lynx de son habitat retrouvé, souligne Rok Černe.

Le lynx a de nombreux impacts positifs sur son habitat. Les grands prédateurs comme le lynx, le loup et l'ours sont strictement protégés. Leur survie dépend de la présence et de la sauvegarde de grands espaces naturels d'un seul tenant. Ces espaces offrent un refuge à de nombreuses autres espèces fauniques et floristiques et ont une fonction récréative pour les populations.

Sources et informations complémentaires :

www.lifelynx.eu (en, it, sl), <https://www.kora.ch/index.php?id=117&L=2>, <http://www.alpconv.org/fr/organization/groups/WGCarnivores/default.html>

Morbegno récompensée pour son engagement



L'engagement de Morbegno pour le développement de son territoire a convaincu le jury. © Association Ville des Alpes de l'Année

Morbegno, ville italienne de Lombardie, a été désignée « Ville des Alpes 2019 ». La ville devient ainsi membre de l'association internationale « Ville des Alpes de l'Année », qui s'engage pour un développement urbain durable dans les Alpes.

Le titre décerné à cette ville animée d'environ 12 000 habitants consacre ses ambitions et ses nombreux atouts. Les raisons invoquées par le jury international : « La ville fait preuve d'une grande volonté de coopération avec les régions avoisinantes. Les services que Morbegno offre en tant que destination clé pour la région sont très variés. En outre, Morbegno a abordé les thèmes de la Convention alpine de manière incontestable et a posé des jalons prometteurs pour l'avenir ».

La nouvelle Ville des Alpes de l'Année met l'accent sur des valeurs locales : elle promeut l'agriculture régionale et ses produits, ainsi que l'approvisionnement énergétique durable par le chauffage urbain collectif. La petite métropole du nord de la Lombardie réduit la circulation locale, et de nombreux espaces verts urbains sont en cours de restructuration. Une attention particulière est accordée aux personnes handicapées, aux familles et aux enfants. Elle s'attache également à transmettre des savoirs autour de la culture de la ville et de la région, en mettant l'accent en particulier sur les jeunes et les familles.

Source et informations complémentaires :

www.villedesalpes.org/fr/presse/communiqués-de-presse

Oh...



Upcycling : le traditionnel séchoir à foin est intégré dans un parcours de santé. © elan-inventa.com

... de nombreuses régions des Alpes redécouvrent aujourd'hui leur artisanat traditionnel et leur architecture locale typique. C'est le cas notamment en Slovénie, où les « kozolci », structures en bois traditionnelles de la région, connaissent une renaissance inattendue. Utilisés depuis des siècles pour sécher le foin, le maïs ou les céréales, les kozolci sont des icônes de l'architecture paysagère slovène. Aujourd'hui inutilisées pour la plupart, ces constructions se dégradent ou sont utilisées comme panneaux d'affichage. Un musée de la région de Dolenjska est désormais consacré à ce joyau de la culture slovène. La ville de Kranjska Gora est allée encore plus loin : son nouveau parc sportif de Pišnica transforme le traditionnel séchoir à foin en équipement sportif. Remplaçant les paysans qui fauchaient et récoltaient l'herbe à la sueur de leur front, les sportifs se musclent aujourd'hui sous le toit du séchoir à foin.

Agenda

Tourisme soutenable dans les Alpes. Qui fait le travail ? 05.11.2018, Innsbruck/A. [En savoir plus...](#)

Conférence Commune sur le Climat, 7.-8.11.2018, Innsbruck/A. [En savoir plus...](#)

Eau et changement climatique, 19.-21.11.2018, Lyon/F. [En savoir plus...](#)

Young ideas for the Alps! 30.11.2018, Chambéry/F. [En savoir plus...](#)

1er Réseau International de l'écotourisme, du voyage solidaire et participatif, 1.-2.12.2'18, Grenoble/F. [En savoir plus...](#)